



Conseil général de l'Environnement et du Développement durable

Décision de dispense d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Villematier (31)

n°saisine : 2021-9635 n°MRAe : 2021DKO185 La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe);

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- n°2021-9635;
- Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de VILLEMATIER (31) ;
- déposé par Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne -Réseau 31 ;
- reçue le 26 juillet 2021 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 27/07/2021 et l'absence de réponse dans un délai de 30 jours ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de Haute-Garonne en date du 27/07/2021 et l'absence de réponse dans un délai de 30 jours ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne (SMEAHG - Réseau 31) procède à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Villematier (superficie du territoire 1 500 ha, 1 068 habitants en 2018, avec une évolution moyenne annuelle de sa population de +0,81 % entre 2013 et 2018, source INSEE) et prévoit :

- la mise en place de l'assainissement collectif sur le secteur « *Raygades* » soit 120 Equivalents-Habitants (EH) supplémentaires ;
- le maintien, dans la zone d'assainissement collectif existante, des zones déjà desservies et aujourd'hui raccordées à la station de traitement des eaux usées intercommunale de Villemur sur Tarn (STEUI);
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif;

Considérant l'absence de perspective d'urbanisation de la commune de Villematier ;

Considérant la localisation de la commune de Villematier qui comporte des zones répertoriées à enjeux écologiques et paysagers (trames verte et bleue du SRCE¹; zones humides élémentaires;

¹ Schéma Régional de Cohérence Ecologique

ZNIEFF² de type 2 ; NATURA 2000) ainsi que des zones identifiées au risque naturel inondation du PPRI³ « *Le Tarn* » :

Considérant que le schéma directeur des eaux usées révisé en 2021 a inclus un diagnostic des systèmes d'assainissement et que ce diagnostic met en avant un fonctionnement conforme en équipement et en performance de la STEU Intercommunal de Villemur sur Tarn d'une capacité de 7 000 (EH), sur laquelle se raccorde la commune de Villematier ; elle dispose d'une réserve de capacité permettant de traiter les effluents supplémentaires (la charge actuelle de la STEU est de 40 % de sa capacité nominale) ;

Considérant que le scénario retenu par la commune a pour objectif de maintenir la qualité des rejets dans le milieu naturel pour la masse d'eau superficielle FRFR315B « *Le Tarn du confluent de l'Agout au confluent du Tescou*», exutoire de la STEU avec pour objectif un bon état écologique 2027 :

Considérant que la commune de Villematier souhaite améliorer l'assainissement non collectif existant et qu'ainsi 421 installations d'assainissement non collectif (ANC) ont été identifiées sur le territoire communal ;

Considérant que les contrôles menés par le SPANC⁴ montrent que 47 % des installations d'ANC ayant fait l'objet d'un contrôle périodique sont jugées conformes ; 27 % présentes des petits défauts ; 14 % des filières sont jugées en suspicion de pollution et 12 % non conformes ;

Considérant qu'après la mise en place de l'assainissement collectif, il restera 386 installations dans le parc ANC et que 46 % sont jugées conformes ; 27 % présentes des petits défauts ; 15 % des filières sont jugées en suspicion de pollution et 12 % non conformes ;

Considérant que ces ANC ne présentant pas de risque sanitaire et / ou risque environnemental sont liés à des habitations situées de manière diffuse sur l'ensemble du territoire et en dehors des zones à enjeux écologiques ou paysagers ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de VILLEMATIER (31) limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide

Article 1er

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de VILLEMATIER (31), objet de la demande n°2021-9635, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

² Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

³ Plan de Prévention du Risque Inondation

⁴ Service public d'assainissement non collectif

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Montpellier, le 30 août 2021,

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale, par délégation

Jean-Pierre Viguier Président de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.